



Le dimanche 16 mars 2014

## Camp Liberty : Avertissement lancé à Genève

Le 14 mars 2014 - Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, a participé à une réunion internationale à Genève intitulée « Droits humains en Iran, appel à une enquête internationale sur le massacre d'Achraf », à l'invitation de cinq ONG : le MRAP, le Parti Radical non violent, transnational et transparti, l'Association internationale des droits humains des femme (WHRIA), la Fondation Danielle Mitterrand-France Libertés et le Développement de l'éducation internationale (Inc).



Mme Radjavi a condamné le silence et l'inaction de la communauté internationale et de l'ONU concernant la situation catastrophique de la répression en Iran, déclarant : « Selon les rapporteurs indépendants des Nations Unies, depuis le début de l'année 2014, au moins 176 personnes ont été exécutées. Au moins quatre d'entre eux étaient mineurs au moment de leur arrestation. C'est une énorme erreur de croire que le silence et l'inaction face à la situation des droits humains en Iran peuvent faciliter un accord sur la question nucléaire. »

Mme Radjavi a reproché aux Nations Unies leur silence sur les violations des droits fondamentaux des

demandeurs d'asile iraniens du camp Liberty en Irak et a déclaré : « À de nombreuses reprises, nous avons mis en garde contre le plan du régime iranien pour tuer davantage. Malheureusement, ces mises en garde répétées ont été ignorées. » Elle a rappelé que « ce qui se passe, est un massacre programmé. D'un côté, le gouvernement Maliki lance des attaques de missiles sur Liberty, et de l'autre le régime iranien fait tout son possible pour empêcher la réinstallation des habitants hors d'Irak. En même temps, les harcèlements, les



intimidations et les provocations des agents du bureau du Premier ministre irakien se sont intensifiées. Et ils préparent le terrain à des affrontements. »

Elle a lancé un appel aux États-Unis, à l'Union européenne et à l'ONU pour soumettre au Conseil de sécurité de l'ONU le dossier de la situation désastreuse des habitants du camp Liberty menacés d'un nouveau massacre imminent, et à œuvrer pour la libération des sept otages d'Achraf, transférer tous les habitants dans l'Union européenne et aux États-Unis, et assurer des mesures de sécurité de base pour les habitants du camp Liberty contre les attaques à la roquette.

Elle a mis en garde l'ONU : « en refusant de mener une enquête indépendante, vous donnez le feu vert aux dictateurs en Iran et en Irak pour commettre davantage de tueries. »

Outre Maryam Radjavi, figuraient au nombre des orateurs : Bernard Kouchner, ancien ministre français des Affaires étrangères et fondateur de Médecins Sans Frontières (MSF) ; le Pr Jean Ziegler, membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU de 2008 à 2012 ; Linda Chavez, ancienne experte des droits humains à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU ; le Pr Alfred de Zayas, expert indépendant de l'ONU sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ; le Dr Jean-Charles Rielle, membre du Parlement de Genève et du Conseil municipal de cette ville ; Christiane Perregaux, co-présidente de l'assemblée constituante de Genève ; Nejat Boubakeur, députée palestinienne ; Taher Boumedra, ancien directeur du bureau des droits de



l'homme de l'ONU en Irak; et Antonio Stango, Président de Helsinki Watch et membre du Parti radical italien.

### **La Justice des mollahs exige l'extradition des habitants du camp *Liberty***

**Le 9 mars 2014**-Mostafa Pour-Mohammadi, ministre iranien de la Justice, a exigé que les membres de l'OMPI du camp Liberty soient livrés en Iran. « Il n'est pas nécessaire de formuler une demande pour livrer les membres de l'OMPI à l'Iran, mais si le ministre irakien de la Justice le suggère, nous déposerons de nouveau une demande officielle pour les déférer devant nos tribunaux. Ces individus sont des criminels et des coupables et doivent être livrés à nos tribunaux afin que nous jugions leurs crimes et cette question n'a pas besoin de demande spéciale (...) ces membres de l'OMPI doivent recevoir leur châtiment, » a-t-il déclaré.



Le 2 mars, le ministre irakien de la Justice Hassan al-Shemari avait annoncé : « Conformément à un accord signé entre l'Iran et l'Irak sur l'échange de prisonniers, l'Iran peut demander l'extradition des membres de l'OMPI. »

Immédiatement, les représentants des habitants, les avocats, des délégations parlementaires et les défenseurs des droits de l'homme avaient appelé à une réaction ferme et sans ambiguïté des États-Unis et des Nations Unies sur ces déclarations illégales, mais leur indifférence a entraîné le fait qu'une semaine plus tard, Pour-Mohammadi a été encouragé à faire ces déclarations.

### **Camions de vivres bloqués à l'entrée du camp *Liberty* depuis 2 semaines**

**Le 11 mars 2014**- Des services de renseignement irakiens empêche depuis plus de deux semaines deux camions de vivres d'entrer dans le camp Liberty.

Cette nourriture a été achetée par les habitants. D'une part la nourriture dans ces camions est en train de pourrir, et d'autre part Liberty n'a pas de réserves de vivres en raison de l'absence de chambres froides et d'entrepôts appropriés. Les habitants sont rapidement confrontés à des pénuries. Le gouvernement irakien a intensifié ses persécutions en bloquant l'entrée de la nourriture.

Le 9 mars, un agent des services du premier ministre a empêché des malades d'acheter des médicaments prescrits par les médecins consultés dans un hôpital de Bagdad.

Ainsi, un malade de retour à Liberty après une opération à cœur ouvert, a demandé dans l'ambulance de mettre l'air conditionné. L'agent l'a interdit. A l'arrivée à Liberty, l'état du patient s'était dégradé en raison de la chaleur.

Le commandant Ahmad Khozair, qui a directement participé au massacre et aux enlèvements du 1er septembre 2013 et du 8 avril 2011 à Achraf, joue un rôle majeur dans le blocus médical du camp Liberty.